

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 16/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORTEC INDUSTRIE

550 rue Pierre Berthier - ZI Les Milles - Parc de Pichaury
BP 348000
13100 Aix-En-Provence

Références : XR-D-2025-0294
SPR/2025-688
Code AIOT : 0006401732

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement ORTEC INDUSTRIE implanté ZONE INDUSTRIELLE VAINÉ 13130 Berre-l'Étang. L'inspection a été annoncée le 25/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORTEC INDUSTRIE
- ZONE INDUSTRIELLE VAINÉ 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006401732
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site ORTEC INDUSTRIE, exploité sous le nom VALORTEC BERRE, est localisé sur la commune de Berre-l'Étang au niveau de la zone industrielle de Vainé.

Il s'agit d'un site précédemment exploité par la société ECO RECYCLING SYSTEMS pour lequel le changement d'exploitant a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire (APC n°122-2019 PC du 10 mai 2019).

Les installations autorisées sont décrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 mai 2002 :

- traitement des boues,
- traitement des terres polluées,
- régénération des hydrocarbures et solvants récupérés,
- stockage de « produits sortants » inflammables,
- installations annexes.

Les activités du site relèvent du champ d'application de l'arrêté du 17 décembre 2019 pour la rubrique principale suivante au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- 3510 : traitement de déchets dangereux (Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes), hors installations de lagunage.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- AN25 PFAS Rejets aqueux
- AR - 6

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	5. Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
4	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet
5	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
7	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
8	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Sans objet
10	6. Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1+ L.523-6-1	Sans objet
11	7. Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La perte de l'alimentation en électricité de l'établissement conduit à l'arrêt de l'ensemble de l'installation. Aucun équipement ne nécessite d'alimentation de secours. L'exploitant dispose d'une procédure associée à la perte d'alimentation électrique. Le personnel interrogé connaît les consignes pour agir en cas de panne électrique. L'exploitant justifiera que les mesures définies dans le POI ne sont pas impactées par une perte d'alimentation électrique. Le P.O.I. ainsi que la procédure actualisés seront transmis à l'inspection.

L'exploitant dispose d'une liste des PFAS et d'un plan d'actions pour supprimer ou réduire les PFAS. L'exploitant investiguera la présence de PFAS dans les substances / matériaux utilisés dans son process. La liste des PFAS sera actualisée et transmise à l'inspection. L'exploitant déclarera sur l'outil GIDAF les résultats des contrôles réalisés sur les eaux amont de process. Considérant les écarts entre les concentrations mesurées en AOF et la somme des concentrations des PFAS analysés, il est demandé à l'exploitant de compléter son plan d'action en réalisant de nouvelles campagnes de mesures PFAS sur le point de rejet du site ainsi que sur l'eau industrielle qui alimente le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions régionales, Alimentation en énergie, stratégie et mise en sécurité
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Article 56 Utilités. L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
Constats : L'électricité et le Gaz de pétrole liquéfié (GPL) sont les utilités principales. Le site dispose d'un point unique d'alimentation en électricité. En cas de perte d'alimentation en énergie électrique, l'ensemble de l'installation est mis à l'arrêt. Le Gaz de pétrole liquéfié (GPL) est nécessaire au fonctionnement de la chaudière. L'alimentation de la cuve de stockage de GPL est effectuée par camion. L'exploitant indique que le fonctionnement de la soupape de sûreté à la surpression de la cuve est mécanique et n'est pas asservi à l'alimentation en électricité. L'électricité est nécessaire au fonctionnement des vannes d'alimentation de la chaudière en GPL.

<p>En cas de panne d'électricité, les vannes sont fermées.</p> <p>L'électricité est nécessaire au fonctionnement de l'évapo-concentrateur et de la tour aéro réfrigérée associés à la régénération d'acide. En l'absence d'électricité, la température de réaction peut augmenter jusqu'à 80° et les matériaux mis en œuvre sont capables de résister à une température de 120°. Par ailleurs le site est entièrement sur rétention.</p> <p>Une procédure de mise à l'arrêt de l'installation est formalisée.</p> <p>L'exploitant s'assurera que l'ensemble des éléments listés ci-dessus et justifiant l'arrêt en sécurité de l'installation sont présents dans la procédure (fiche technique de la soupape de sûreté de surpression de la citerne de gaz ; justificatif de l'asservissement de l'alimentation de la chaudière à l'électricité; le détail de la réaction chimique de régénération de l'acide (notamment température maximale de réaction et temps de réaction, fiches techniques attestant de la résistance des matériaux mis en œuvre)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra la procédure de mise à l'arrêt de l'installation actualisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Actions engagées pour la mise en sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Mise en sécurité - Procédures & Consignes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <p>[...]</p> <p>-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</p> <p>[...]</p> <p>-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure pour la mise à l'arrêt de l'installation. L'impact d'une perte d'alimentation en électricité sur les mesures définies dans son Plan d'opération Interne n'a pas été contrôlé par l'exploitant.</p> <p>Lors de la visite de l'installation, un opérateur (Monsieur T.) a confirmé l'arrêt de l'installation lors</p>

d'une perte d'alimentation en électricité et a détaillé les tâches réalisées (information de la hiérarchie, réenclenchement TGBT, ronde).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant justifiera que la perte d'utilité électrique n'a pas d'impact sur les mesures définies dans le POI et transmettra le POI actualisé à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions régionales, Mise en sécurité - Pérennité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Article 56 Utilités.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.</p> <p>[...]</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 64 « Equipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>

<p>Constats :</p> <p>En cas de perte d'alimentation en énergie électrique, l'ensemble de l'installation est mis à l'arrêt. Les équipements informatiques de la salle de supervision sont sur onduleur pour permettre en maintien du fonctionnement de ces équipements pendant 1 heure. La procédure de mise en sécurité sera actualisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>l'exploitant transmet la procédure de mise en sécurité de l'installation actualisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Maintenance et test</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 « Maîtrise des procédés.</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun scénario de l'étude des dangers ne conduit à des effets irréversibles dont les effets sortent des limites du site. Le site étant à l'arrêt en cas de panne d'électricité, il ne dispose pas de dispositif de secours en cas de panne.</p> <p>L'exploitant réalise le suivi périodique de ses installations électriques.</p> <p>Un exercice de mise en situation du personnel en cas de perte d'utilité électrique sera organisé.</p> <p>Un compte-rendu sera réalisé et transmis à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Les rapports d'analyse B24/R61547/0001, B24_R61547_0005 et B24_R61547_0002 ont été mis en ligne sur l'outil GIDAF.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant reportera sur GIDAF les résultats des mesures réalisées en amont, sur les eaux de prélèvement. Il corrigera également sa déclaration de nov. 2023 où il a déclaré avoir détecté l'ensemble des 20 PFAS analysés alors que le bon d'analyse du laboratoire ne confirme pas cette information.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : 2. Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
Prescription contrôlée : 4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...] Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) $\leq 25 \mu\text{g/l}$ Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.
Constats : Les concentrations en PFOS respectent les valeurs limites de concentration dans les eaux de rejets En novembre 2023 : concentration PFOS : 79 ng/l (rapport B24/R61547/0001) En décembre 2023 : concentration PFOS : 62 ng/l (rapport : B24_R61547_0005) En février 2024 : concentration PFOS : 210 ng/l (rapport : B24_R61547_0002)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : 3. Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : La liste des substances PFAS présents sur le site est reportée dans le document (LIST_XX_001). Il s'agit des PFAS identifiés lors des 3 campagnes de mesures réalisées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant complète sa méthode d'investigation en consultant les fiches de données de sécurité des produits utilisés (dont les produits d'entretien potentiellement présents sur site), et interrogera les fournisseurs des produits et des équipements (actuels et passés pouvant contenir du teflon par exemple). La liste actualisée est transmise à l'inspection des installations classées. Aussi, l'exploitant étudiera et le cas échéant, justifiera si la mesure d'un AOF important ne peut pas être due à des produits fluorés n'appartenant pas à la famille des PFAS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14
Thème(s) : Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire
Prescription contrôlée : Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en oeuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

Constats :

L'exploitant a justifié de la présence d'un plan d'actions pour supprimer ou réduire les PFAS. Ce plan a été actualisé le 14/11/2024.

Les investigations de l'exploitant sur l'eau potable ainsi que sur l'eau industrielle et l'eau incendie en entrée de site n'ont pas révélé la présence de PFAS. La FID a été modifiée pour intégrer le critère PFAS,

L'émulseur ainsi que le camion d'intervention mis en œuvre par les services de secours de LYB, ne contiennent plus de substances PFAS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : 5. Mesures d'investigation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Constats :

L'analyse des résultats des 3 campagnes de mesures menées en novembre 2023 (rapport B24/R61547/0001), décembre 2023 (rapport B24_R61547_0005) et février 2024 (rapport B24_R61547_0002) indique que :

- le flux moyen AOF = 83.8344 g/j
- le flux moyen de la somme des 20 PFAS est 0.1716 g/j.

L'exploitant n'a pas mené d'investigation pour justifier l'écart entre ces flux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Comme indiqué dans le rapport de l'inspection du 15/11/2024, considérant les écarts entre les concentrations mesurées en AOF et la somme des concentrations des PFAS analysés, il est demandé à l'exploitant de réaliser une nouvelle campagne de mesures AOF et PFAS sur le point de rejet du site ainsi que sur l'eau industrielle qui alimente le site :

- en recherchant les **28 PFAS** listés aux articles 3-2° et 3-3° l'AM du 20 juin 2023 **ainsi que les 7 PFAS suivants** caractéristiques des émulseurs contenant des PFAS :

Nom	Abréviation	N° CAS
6:2 Fluorotélomère sulfonamide betaine	6:2 FTAB	34455-29-3
1H,1H,2H,2H-perfluorooctane sulfonate	6:2 FTS	27619-97-2
1H,1H,2H,2H-perfluorodécane sulfonate	8:2 FTS	39108-34-4
1H,1H,2H,2H-perfluorohexane sulfonate	4:2 FTS	757124-72-4
Perfluorooctane sulfonamide	PFOSA	754-91-6
N-Methyl perfluorooctane sulfonamide	MePFOSA	31506-32-8
N-Methyl-N-(2-hydroxyethyl) perfluorooctanesulfonamide	MeFOSE	24448-09-7

- en réalisant une **analyse TOP ASSAY** (pré et post TOPA) sur l'eau amont et le rejet. En effet, contrairement aux méthodes classiques qui se limitent à un nombre restreint de composés PFAS, l'analyse TOP Assay permet de transformer les PFAS « précurseurs » non détectables

<p>en composés PFAS identifiables, fournissant des données plus précises sur la présence ou non de PFAS.</p> <ul style="list-style-type: none"> • en respectant les conditions de prélèvements fixées à l'article 4 de l'AM PFAS du 20 juin 2023 (notamment avec un prélèvement de 24h asservi au débit et le respect des limites de quantification de 2 µg/L pour l'AOF et à minima de 0,1 µg/L pour les PFAS, 0,020µg/L étant aujourd'hui « la norme » avec l'amélioration des performances des laboratoires)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : 6. Mesures de suppression/réduction

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1+ L.523-6-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L. 110-1 :</p> <p>1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable.</p> <p>L. 523-6-1 /</p> <p>La France se dote d'une trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées des installations industrielles, de manière à tendre vers la fin de ces rejets dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n° 2025-188 du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.</p> <p>Cette trajectoire, la liste des substances concernées ainsi que les modalités de mise en œuvre du présent article sont précisées par décret.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le plan d'action, mis à jours le 14/11/2024, qui détaille les mesures pour supprimer / réduire les PFAS :</p> <p>En 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une analyse PFAS va être réalisée lors du dépotage des déchets liquides de deux clients directs (CEA eaux résiduaires et SIPR). - Une recherche des PFAS dans les produits utilisés en internes (maintenance, process) sera réalisée. - L'exploitant indique avoir déposé un dossier dans le cadre de l'appel à Projets GESIPOL (décision ADEME attendue juillet 2025). - Il envisage également de L'appel à projets « i-Démo » du plan France 2030 pour étudier le traitement des PFAS par oxydation hydrothermale. <p>Un bilan des actions réalisées en 2025 devra être transmis à l'inspection de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none">- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
Constats : Il n'est pas défini de fréquence de surveillance des PFAS dans le programme de surveillance des rejets aqueux de l'établissement. L'inspection évaluera la nécessité de prescrire une surveillance pérenne des rejets à l'issue des investigations complémentaires demandées dans la présente inspection.
Type de suites proposées : Sans suite